

Etablissement support du GHT
2 rue Henri Le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Procédure adaptée en application des articles L2123-1, 1°, R2123-1, 1° du Code de la commande publique

Procédure N°GHT 2025-02

TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU SYSTEME DE SECURITE INCENDIE SUR LE SITE D'ANTRAIN (35)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	Objet du marché public – Dispositions générales.....	5
	1.1. Objet du marché public.....	5
	1.2. Procédure de passation	5
	1.3. Allotissement	5
	1.4. Forme du marché public	5
	1.5. Forme des prix	5
	1.6. Durée du marché public.....	5
	1.7. Sous-traitance	5
	1.8. Dispositions relatives au travail détaché	6
	1.9. Protection de la main d'œuvre	7
	1.10. Mesures environnementales	7
	1.11. Redressement et liquidation judiciaire	7
	1.12. Connaissance des lieux et des documents	7
	1.13. Changements affectant le titulaire	8
	1.14. Discretion, confidentialité et protection des données personnelles	8
	1.15. Modification du marché public	8
ARTICLE 2 -	Personnes concernées par l'opération.....	9
	2.1. Maîtrise d'ouvrage	9
	2.2. Maîtrise d'œuvre.....	9
	2.3. Conduite d'opération	9
	2.4. Contrôle technique	9
	2.5. Mission O.P.C.	9
	2.6. Coordination sécurité et Protection de la santé	9
ARTICLE 3 -	Pièces contractuelles du marché public	9
ARTICLE 4 -	Ordres de service	10
ARTICLE 5 -	PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES PRIX	10
	5.1. Répartition des paiements	10
	5.2. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes – Travaux en régie	10
	5.2.1 Contenu des prix	10
	5.2.2 Règlement des travaux.....	11
	5.2.3 Approvisionnements	11
	5.2.4 Règlement des travaux non prévus initialement, augmentation du montant des travaux et diminution du montant des travaux.....	11
	5.3. Variation dans les prix.....	11
	5.4. Paiement des cotraitants et sous-traitants.....	12
	5.5. Modalités de règlement des comptes du marché public.....	12
	5.5.1 Remise des projets de décompte au maître d'œuvre	12
	5.5.2 Le projet de décompte final	12
	5.5.3 Décompte général	12
	5.6. Facturation	12
ARTICLE 6 -	Délai d'exécution	13
	6.1. Délai d'exécution du marché	13
	6.2. Prolongement du délai d'exécution	14
ARTICLE 7 -	Pénalités – Retenues.....	14
	7.1. Pénalités pour retard – Primes d'avance	15
	7.2. Pénalités pour retard dans la levée des réserves assorties à la réception	15
	7.3. Autres pénalités	15

7.4.	Pénalités pour absence aux rendez-vous de chantier.....	15
7.5.	Pénalités pour remise des documents fournis après exécution	15
ARTICLE 8 -	Clauses de financement et de sûreté	16
8.1.	Retenue de garantie.....	16
8.2.	Avance.....	16
ARTICLE 9 -	Provenance – Qualité – Vis-à-vis et prise en charge des matériaux et produits.....	16
9.1.	Caractéristiques – qualités – vérifications – essais et épreuves des matériaux et produits	Erre
	ur ! Signet non défini.	
ARTICLE 10 -	Préparation – Coordination et Exécution des travaux	16
10.1.	Période de préparation – Programme d'exécution des travaux	16
10.2.	Organisation – Hygiène et sécurité des chantiers.....	16
10.2.1	Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité.....	17
10.2.2	Nettoyage de chantier.....	17
10.2.3	Gestion des déchets	17
10.3.	Réunions	17
10.3.1	Réunions de chantier.....	17
10.3.2	Visite de chantier.....	17
ARTICLE 11 -	Réception des travaux	17
11.1.	Réception	17
11.2.	Documents fournis après exécution	17
11.3.	Garanties contractuelles	18
ARTICLE 12 -	Assurances	18
12.1.	Assurances souscrites par le titulaire – Responsabilité	18
12.1.1	Dispositions générales.....	18
12.1.2	Responsabilité civile générale	19
12.1.3	Responsabilité civile décennale.....	19
12.1.4	Garanties complémentaires	19
ARTICLE 13 -	Nantissement et cession de créance.....	20
ARTICLE 14 -	Litiges – Recours.....	20
ARTICLE 15 -	Déroptions aux documents généraux.....	20

Préambule

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un Groupement Hospitalier de Territoire (GHT).

En application du décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire et du décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L6132-3 du Code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire, une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier universitaire de Rennes comme établissement support du GHT « Haute-Bretagne ».

Ce GHT est composé des établissements suivants :

- le **CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES,**
- le **CENTRE HOSPITALIER DE BROCELIANDE,**
- le **CENTRE HOSPITALIER DE FOUGERES,**
- le **CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR,**
- le **CENTRE HOSPITALIER SIMONE VEIL (VITRE),**
- le **CENTRE HOSPITALIER DE LA GUERCHE DE BRETAGNE,**
- le **CENTRE HOSPITALIER LE GRAND-FOUGERAY,**
- le **CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE,**
- le **CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES (JANZE),**
- le **CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER.**

Seul l'établissement suivant est concerné par le présent marché public :

- **CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE**

Ainsi, il est confié au CHU de Rennes la fonction d'assurer, pour le compte du Centre Hospitalier des Marches de Bretagne, la passation du marché public ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, conclusion d'avenant, décision de résiliation).

Les spécificités du Centre Hospitalier des Marches de Bretagne sont précisées dans les pièces du marché public.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés publics relèvent du Centre Hospitalier des Marches de Bretagne. L'exécution du marché public couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés publics, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de de Rennes » désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Haute-Bretagne ». Le CHU de Rennes est le pouvoir adjudicateur et le maître d'ouvrage est l'établissement partie cité ci-avant.

Article 1 - **Objet du marché public – Dispositions générales**

1.1. Objet du marché public

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent les travaux de remplacement du système de sécurité incendie (SSI) au sein du service de médecine du Centre Hospitalier des Marches de Bretagne à Antrain.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et au cahier des charges fonctionnel SSI Médecine.

1.2. Procédure de passation

Le présent marché public est conclu au terme d'une procédure adaptée en application des articles L2123-1, 1°, R2123-1, 1° du Code de la Commande Publique.

1.3. Allotissement

Il s'agit d'un marché public unique.

1.4. Forme du marché public

Il s'agit d'un marché public ordinaire.

1.5. Forme des prix

Le marché public est traité à prix global et forfaitaire fixé à l'acte d'engagement.

1.6. Durée du marché public

Le marché public est d'une durée de validité allant de sa date de notification jusqu'à la fin de la période de parfait achèvement et ce, jusqu'à l'exécution des travaux qui y sont associés.

1.7. Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter ses travaux, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

Le formulaire « déclaration de sous-traitance » (DC4) est préconisé. Il contient tous les éléments nécessaires à l'agrément du sous-traitant.

A défaut de production du DC4, pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus du projet d'acte spécial et du DC2, une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant :

- a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2^{ème} alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2^{ème} alinéa de l'article 433-2, 8^{ème} alinéa de l'article 434-9, 2^{ème} alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1er et 2^{ème} alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

- d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;
- g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
- h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- i) que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;
- j) fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger ;
- k) que les renseignements fournis en annexe de l'acte spécial sont exacts.

L'entreprise sous-traitante doit obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître d'ouvrage.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles L 2193-4 à L 2193-7 du Code de la Commande Publique.

Toute sous-traitance occulte peut-être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Article 52 du CCAG-Travaux).

1.8. Dispositions relatives au travail détaché

Les dispositions suivantes sont prises afin de lutter contre le recours frauduleux au travail détaché.

Lors de la première réunion organisée pendant la période de préparation de chantier, le maître d'ouvrage rappelle à l'entreprise titulaire les obligations réglementaires, notamment en matière de recours au détachement de travailleurs. À cette occasion, un échange aura lieu afin de déterminer les modalités d'informations des salariés en situation de détachement sur leurs droits, y compris sur les chantiers de niveau inférieur à celui visé par l'article L1262-4-5 de la loi du 8 août 2016.

Le titulaire s'engage à fournir au maître d'ouvrage la copie de la déclaration de détachement ainsi que la copie de la désignation officielle du représentant identifié en France.

Le titulaire s'engage à fournir au maître d'ouvrage, avant chaque détachement, une copie de la déclaration de détachement effectuée par son sous-traitant ou par l'entreprise d'intérim qu'il a sollicité (décret du n°2017-825 du 5 mai 2017).

Sur les chantiers de bâtiment ou de génie civil relevant d'une coordination de sécurité de niveau 1, un affichage de la législation applicable aux travailleurs détachés traduite en plusieurs langues est réalisé par le titulaire.

Le titulaire s'engage à faire porter par le personnel permanent ou intérimaire travaillant pour son compte, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification de chaque personne et de son employeur. Ce dispositif est complété par l'obligation, pour chaque salarié concerné, de détenir une carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics lorsque les modalités de mise en œuvre de ce dispositif sont arrêtées réglementairement.

En cas de sous-traitance, les entreprises titulaires s'engagent à produire une déclaration émanant de leur sous-traitant informant le maître d'ouvrage de leur intention de recourir ou non au travail détaché.

1.9. Protection de la main d'œuvre

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-Travaux, le titulaire s'engage à respecter les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, ou cette main-d'œuvre est employée.

Chaque titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité des intervenants sur le chantier.

1.10. Mesures environnementales

Conformément aux dispositions de l'article 7 du CCAG-Travaux, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

1.11. Redressement et liquidation judiciaire

Les clauses de l'article 50.1.2 du CCAG-Travaux sont applicables en cas de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au maître d'ouvrage par l'entreprise. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché public.

En cas de redressement judiciaire, le maître d'ouvrage adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de son marché public.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application, de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché public est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur judiciaire ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché public, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché public est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

1.12. Connaissance des lieux et des documents

Le titulaire est réputé, dans le cadre de son mémoire technique :

- avoir pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des travaux et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, importance et particularité ;
- eu égard à la vocation de l'établissement, le titulaire a prévu dans son mémoire technique toutes les dispositions visant à réduire les nuisances et à assurer la sécurité du chantier.
Il doit en outre prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnes et aux malades pendant la durée de l'opération à l'intérieur de l'établissement, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- bruits d'origines diverses (camions, tous engins à moteur thermique, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc...).

A ce sujet, il est spécifié que l'importance de l'ensemble des bruits de chantier ne doit en aucun cas dépasser 70 décibels aux limites du domaine public ou au droit des bâtiments hospitaliers voisins (sauf dérogation accordée par le maître d'ouvrage pour une durée déterminée).

Seul l'emploi de compresseurs insonorisés est autorisé.

L'emploi des explosifs est interdit.

En tout état de cause, le maître d'ouvrage commande un arrêt immédiat de l'engin responsable du bruit dépassant le seuil tolérable sans que l'entreprise concernée puisse prétendre à une quelconque indemnité de prix, ni de prolongation de délais.

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessous ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, le titulaire doit en référer en temps opportun à la maîtrise d'ouvrage.

- odeurs, fumées, gaz (moteur thermique, feux de destruction de vieux bois, papiers, emballages, etc...) ;
- poussières d'origine diverse, ponçage, démolition, enlèvement de gravois, etc... ;
- détritiques divers et gravois, stockage interdit à l'extérieur de l'emprise du chantier ;
- état défectueux des voies d'accès, boues et gravois au passage des engins et camions, tranchées pour canalisations ;
- sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, de leur éclairage artificiel et de leur signalisation.

Le responsable de l'entreprise pour ce chantier est désigné à la notification du marché public et est tenu d'assister à toutes les réunions de chantier et préparation, sous peine de pénalités conformément à l'article 7 du présent CCAP.

1.13. Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le maître d'ouvrage de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du marché public, affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son adresse bancaire.

Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le maître d'ouvrage n'est pas en possession des documents nécessaires, ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

1.14. Discretion, confidentialité et protection des données personnelles

Les dispositions prévues à l'article 5 du CCAG-Travaux sont applicables.

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché public.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

1.15. Modification du marché public

Le marché public peut être modifié dans le respect des conditions énoncées aux articles à R2194-1 à R2194-10 du Code de la Commande publique.

Article 2 - Personnes concernées par l'opération

2.1. Maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est le Centre Hospitalier des Marches de Bretagne.

2.2. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

ACM

60, rue DROUILLARD

44200 LA MONTAGNE 02.40.02.27.26

2.3. Coordinateur SSI

Le Coordinateur SSI est :

ACM

60, rue DROUILLARD

44200 LA MONTAGNE 02.40.02.27.26

2.4. Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché public sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par les articles L. 125-1 à L. 125-6 du Code de la construction et de l'habitation.

La mission confiée au contrôleur technique porte sur les éléments suivants :

- ✓ la solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables (L)
- ✓ la sécurité des personnes dans les constructions (S)
- ✓ la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés (P1)
- ✓ la solidité des existants (LE)

Le bureau de contrôle désigné pour cette opération est : **APAVE**

Ses observations doivent être prises comme obligations contractuelles.

Les remarques formulées au cours du chantier par le contrôleur technique doivent être observées et ne peuvent faire l'objet d'une majoration des coûts.

2.5. Mission O.P.C.

Sans objet.

2.6. Coordination sécurité et Protection de la santé

Sans objet.

Article 3 - Pièces contractuelles du marché public

Pour toute disposition à laquelle il n'est pas formellement dérogé dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, le titulaire sera soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1^{er} avril 2021.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives du marché public sont, par ordre de priorité décroissante :

- ✓ L'acte d'engagement (AE) ;
- ✓ Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;

- ✓ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Plans de zone, implantations, tableau de corrélation ;
 - Annexe n°2 : Diagnostic amiante et plomb ;
- ✓ Le cahier des charges fonctionnel relatif au SSI ;
- ✓ Le calendrier détaillé d'exécution des travaux ;
- ✓ Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux (CCAG-travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1er avril 2021 ;
- ✓ Le cahier des clauses techniques générales applicable aux marchés publics de travaux (CCTG-travaux) ;
- ✓ Fascicules du C.P.C. applicables aux marchés publics de travaux relevant des services du Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie ou des services du Ministère des Transports, ou des Services du Ministère de l'Agriculture ;
- ✓ Le règlement sanitaire départemental ;
- ✓ Le plan de prévention ;
- ✓ Le rapport initial de contrôle technique ;
- ✓ Les plans d'exécution, notes de calculs, études de détails ;
- ✓ Les visas de contrôle d'exécution et les visas de plans ;
- ✓ Les comptes rendus de réunion de chantier ;
- ✓ Le mémoire technique de l'entreprise ;
- ✓ La décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

Le marché public s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les ordres de services.

Article 4 - **Ordres de service**

Les ordres de service délivrés en application du présent Marché public sont émis, numérotés et signés par le maître d'ouvrage.

Les ordres de service sont adressés au titulaire, par le maître d'ouvrage en un seul exemplaire, soit par voie de lettre recommandée avec accusé de réception, la date de première présentation portée sur l'accusé de réception valant date de notification, soit par remise en main propre contre récépissé, soit via le dépôt sur la plateforme du profil acheteur ou la plateforme collaborative mise en place à l'occasion du projet.

Conformément aux dispositions de l'article 3.8 du CCAG-Travaux, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, le titulaire doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au maître d'ouvrage dans un délai de quinze jours à compter de la réception de l'ordre de service.

Le titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

Article 5 - **PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES PRIX**

5.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au titulaire, à ses cotraitants et aux sous-traitants éventuels.

Le paiement direct des sous-traitants est subordonné à leur acceptation et à l'agrément des conditions de paiement par le maître d'ouvrage.

5.2. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes – Travaux en régie

5.2.1 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre :

- toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, les dépenses communes de chantier le cas échéant, les impôts et taxes ;
- toutes les sujétions particulières découlant de la nature des travaux, des lieux, des circonstances locales ;
- les intempéries et autres phénomènes naturels normalement prévisibles, tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et durées limites indiquées à l'article 6.2 du présent CCAP ;
- la création, les frais d'installation, d'équipement, de gestion et de fonctionnement ;
- le coût des mesures de sécurité réglementaires nécessaires pour protéger les biens et les personnes des risques liés aux activités du titulaire, notamment en matière d'incendie et de risque sanitaire ;
- le coût des arrêts de chantier tels que définis dans le calendrier général prévisionnel des travaux nécessaires à la vérification par le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage des prestations réalisées ;
- les frais d'essais et de contrôles demandés par le Contrôleur Technique ou le Maître d'œuvre ;
- les frais d'investigations complémentaires commandées par le maître d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage lorsque les résultats révèlent des non-conformités aux règles du marché ou règles de l'art et nécessitent des reprises en conséquence ;
- les frais d'évacuation des gravats et déchets suivant la législation en vigueur ;
- le nettoyage quotidien et le nettoyage final ;
- les frais résultant des mesures nécessitées par la protection des travaux jusqu'à leur réception ;
- les frais d'assurance prévus à l'article 12 du présent CCAP ;
- les frais de participation aux réunions de chantier et à la cellule de synthèse, ainsi qu'à toutes autres nécessaires au bon déroulement du chantier ;
- les frais de formation du personnel chargé de l'utilisation et de la maintenance des installations ;
- les frais éventuels de stockage du matériel, de gardiennage, de mise en place d'une baraque de chantier si nécessaire.

Ils comprennent également l'ensemble des éléments prévus à l'article 1.1.7 du CCTP.

Enfin, il est précisé, d'une manière générale, que les prix forfaitaires correspondent au complet et parfait achèvement des travaux dans le cadre du marché de façon à permettre un parfait fonctionnement des ouvrages.

Sauf stipulation contraire, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.).

5.2.2 Règlement des travaux

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du présent marché sont réglés par un prix global et forfaitaire indiqué à l'acte d'engagement.

5.2.3 Approvisionnements

Il n'y a pas de règlement d'approvisionnements.

5.2.4 Règlement des travaux non prévus initialement, augmentation du montant des travaux et diminution du montant des travaux

Au cours de l'exécution du marché public, des travaux modificatifs non prévus initialement, peuvent être commandés au titulaire du marché. Dans ce cas, il est fait application des articles 13 et 14 du CCAG- Travaux. En complément de l'article 14.4 du CCAG-Travaux, le titulaire doit préciser la nature des prestations supplémentaires qui l'ont conduit à dépasser l'augmentation limite des travaux. Sans justification quant à la nature et au montant des prestations supplémentaires, le Titulaire ne peut se prévaloir des dispositions de l'article 14 du CCAG-Travaux.

Les dispositions de l'article 15 du CCAG-Travaux sont applicables en cas de diminution du montant des travaux en cours d'exécution.

5.3. Variation dans les prix

Les prix du marché sont réputés fermes et actualisables suivant les modalités fixées ci-après.

5.3.1 Mois d'établissement des prix du marché public

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres finales. Ce mois est appelé "mois zéro" (Mo).

5.3.2 Choix de l'index de référence

L'indice de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index national BT47.

5.3.3 Modalités d'actualisation des prix

Les prix sont actualisés si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date de remise des offres finales et la date de début d'exécution des prestations (date de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation).

L'actualisation se fait aux conditions économiques du mois correspondant à une date antérieure de 3 mois à la date de début d'exécution des prestations.

Elle s'effectue par l'application de la formulation suivante :

$$P = P_o \times (I_m - 3) / I_o$$

Dans laquelle :

P = prix actualisé ;

P_o = prix initial du marché public ;

I_o = valeur de l'indice de référence au mois M_o ;

I_{m-3} = valeur de l'indice de référence 3 mois avant la date de début d'exécution des prestations.

5.4. Paiement des cotraitants et sous-traitants

Pour les cotraitants/sous-traitants, le titulaire joint, en double exemplaire, au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant ou au cotraitant concerné.

5.5. Modalités de règlement des comptes du marché public

Le règlement des comptes du marché public se fait par des acomptes mensuels et un solde.

5.5.1 Remise des projets de décompte au maître d'œuvre

Le titulaire dresse mensuellement un projet de décompte des travaux exécutés.

Par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG-Travaux, ce projet de décompte est adressé au plus tard le 5 du mois suivant l'exécution, par lettre recommandée avec avis de réception postal, ou remis contre récépissé, au maître d'œuvre.

Les décomptes mensuels sont cumulatifs et établis en prenant pour base la décomposition du prix global et forfaitaire du marché public.

5.5.2 Le projet de décompte final

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG-Travaux, le titulaire notifie son projet de décompte final au maître d'œuvre dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

Conformément aux dispositions de l'article 12.3 du CCAG-Travaux, ce projet de décompte comporte les mêmes parties que les projets de décomptes mensuels à l'exception des approvisionnements et des avances. Ce projet est accompagné des éléments et pièces mentionnés à l'article 12.1.7 du CCAG-Travaux s'ils n'ont pas été précédemment fournis.

5.5.3 Décompte général

Les dispositions de l'article 12.4 du CCAG-Travaux sont applicables.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, si, dans un délai de dix jours, le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le projet de décompte général transmis par le titulaire ne devient pas le décompte général et définitif (pas de décompte général tacite).

5.6. Facturation

Les factures sont mandatées et payées dans les conditions figurant à l'article 12 du CCAG-Travaux.

Pour la dématérialisation du traitement des factures, une solution gratuite et sécurisée, Chorus Pro, est mise à disposition afin de transmettre les factures sous forme dématérialisée.

Pour ce faire, les factures dématérialisées adressées au maître d'ouvrage doivent comporter obligatoirement les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera le maître d'ouvrage en tant que destinataire de la facture : 200 030 419 00010 ;
- Le code service « TRAVAUX » ;
- Le numéro d'engagement communiqué.

Conformément à l'article R2192-11 du Code de la commande publique, le délai de règlement est fixé contractuellement à 50 jours, de la date de réception de la facture par Chorus Pro, jusqu'au décaissement par le comptable public.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus ouvre droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le défaut de paiement donne droit également au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

Le Comptable Assignataire est Monsieur le Comptable Public de Fougères.

Article 6 - Délai d'exécution

6.1. Délai d'exécution du marché

Le délai global de réalisation du marché est fixé à TROIS (3) mois intégrant le délai de DEUX (2) semaines de préparation.

Le délai d'exécution du marché court à partir de la date fixée par l'ordre de service de démarrage de la période de préparation. Par dérogation aux articles 18.1 et 28.1 du CCAG-Travaux, à l'issue de la période de préparation, l'exécution des travaux démarre sans qu'il soit nécessaire d'émettre un ordre de service.

Ce délai s'applique à l'achèvement de tous les travaux prévus incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux.

En cas de difficulté technique imprévue pendant la période de préparation ou au cours du chantier justifiant une modification du délai d'exécution, celle-ci est notifiée par ordre de service.

Calendrier détaillé d'exécution

A partir du planning prévisionnel d'exécution des travaux remis dans l'offre, le maître d'œuvre établit, en concertation avec le titulaire, le calendrier détaillé d'exécution.

Le calendrier détaillé d'exécution fait apparaître les tâches caractéristiques dont se compose le marché public, les enchaînements des tâches, le rattachement graphique entre l'achèvement d'une tâche et la suivante qu'elle conditionne ainsi que le ou les chemins critiques de l'opération.

Après mise au point entre le titulaire et le maître d'œuvre, ce dernier soumet ce calendrier détaillé d'exécution pour approbation au maître de l'ouvrage. Il est alors notifié par ordre de service au titulaire, au plus tard à l'expiration de la période de préparation fixée à l'article 10.1 du présent CCAP pour la première émission.

C'est ce calendrier détaillé d'exécution qui devient contractuel, et sert de base au calcul des retenues et pénalités éventuelles de retard.

Au fur et à mesure de l'exécution des travaux, le calendrier détaillé d'exécution est tenu à jour par le maître d'œuvre et devient calendrier de suivi d'exécution.

6.2. Prolongement du délai d'exécution

En vue de l'éventuelle application de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 15 jours ouvrables.

En application de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, le délai peut être prolongé d'une durée égale à celle des intempéries pour les corps d'état touchés par ces intempéries, tel que détaillé ci-après, si leur durée est supérieure au total des intempéries prévues ci-dessus. Est considéré, suivant la nature des travaux intéressés, comme journée d'intempéries, à l'exclusion de toute autre, toute journée au cours de laquelle a été remplie une des conditions mentionnées ci-après et dont les définitions sont les suivantes :

<u>Catégorie</u>	<u>Nature du phénomène</u>	<u>Intensité et durée limites</u>
B	VENT	> à 80 km/h d'une durée minimale de 2 heures
A	PLUIE	> à 5mm en 24 heures
C	GEL	T° sous abri < à - 5° à 6 H
A	NEIGE	Normes de hauteur/24 heures : Chute > à 0,05 m maintenue pendant plus de 3 heures

Pour l'application des conditions ci-dessous, seules sont prises en considération les observations enregistrées à la station météorologique la plus proche, constatées par la maîtrise d'œuvre.

Pour être prises en compte, les intempéries doivent être déclarées comme arrêtant l'exécution des tâches du calendrier et faire l'objet d'attachements journaliers à soumettre le jour même.

Le maître d'œuvre porte régulièrement le décompte des intempéries au compte-rendu de chantier.

Nature des travaux pour lesquels sont admises ces conditions :

- Intempéries type A : travaux de terrassement et fondations – VRD – structure béton armé – étanchéité – façades
- Intempéries type B : travaux de structure béton – façades – couverture – vitrerie extérieure
- Intempéries type C : travaux de menuiseries extérieures – travaux de béton – étanchéité – autres lots avant clos-couvert

Tâches non soumises aux intempéries :

Sont réputés non soumis aux intempéries :

- Les travaux exécutés à l'intérieur des bâtiments après réalisation du clos-couvert.
- L'approvisionnement et le transport des matériaux et des personnes.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.2 du CCAG-Travaux, peuvent être pris en compte les journées pendant lesquelles le travail normal de l'entreprise serait entravé par des circonstances issues des intempéries proprement dites (terrain non praticable, éboulement, etc.).

Pour que ces jours soient pris en compte, l'état du site doit être dûment constaté par le maître d'œuvre qui atteste de l'impraticabilité du site.

Article 7 - Pénalités – Retenues

L'application de pénalités et retenues ne fait pas obstacle aux mesures coercitives objet de l'article 52 du CCAG-Travaux. Toutes les pénalités ou primes qui font aussi partie des prix, sont exprimées hors T.V.A.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure ni invitation du Titulaire à présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Les pénalités sont cumulables et, par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, sont dues dès le premier euro.

7.1. Pénalités pour retard – Primes d'avance

En cas de retard sur les délais fixés par le calendrier contractuel d'exécution des travaux, et en dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, le titulaire peut subir par jour calendaire de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité fixée à 1/300 du montant de l'ensemble du marché public, y compris les avenants éventuels.

Au sujet de l'article 19.2 du CCAG-Travaux, il est bien précisé que les pénalités fixées ci-dessus sont bien applicables aux retards sur les délais d'exécution partiels indiqués sur le calendrier d'exécution contractuel.

Il n'est pas prévu de prime pour avance.

7.2. Pénalités pour retard dans la levée des réserves assorties à la réception

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, dans le cas où le titulaire n'aurait pas dans le délai prescrit sur le procès-verbal de réception, remédié aux imperfections ou malfaçons ayant fait l'objet de réserves, des pénalités de retard peuvent être appliquées comme suit :

1/300 du montant du marché public par jour calendaire de retard.

Il n'est pas prévu de prime pour avance.

7.3. Autres pénalités

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux, dans les cas suivants, il peut être automatiquement appliqué au titulaire, sans mise en demeure préalable, les pénalités ci-après :

- Pour retard dans l'installation de chantier
par jour calendaire 350 €
- Pour non-respect d'une injonction du CSSI et pour toute infraction constatée aux règles de la sécurité et de protection de la santé sur le chantier,
à chaque infraction constatée et par jour calendaire 300 €
- Pour retard dans la production de documents réclamés par les divers intervenants
(plan, note de calcul, procès-verbal d'essai, fiche d'autocontrôle ...)
par document et par jour calendaire 200 €
- Pour retard dans la remise ou diffusion de documents nécessaires à la coordination des travaux
par document et jour calendaire de retard 100 €

Ces pénalités sont prélevées sur la situation immédiatement postérieure à l'infraction.

7.4. Pénalités pour absence aux rendez-vous de chantier

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux, des pénalités peuvent être appliquées au titulaire qui n'assiste pas, ou ne se fait pas représenter par un délégué ayant tous pouvoirs aux rendez-vous de chantier pour lesquels il est convoqué.

Ces pénalités sont fixées à 100 Euros par absence. Par ailleurs, tout retard supérieur à 15 minutes équivaut à une absence.

7.5. Pénalités pour remise des documents fournis après exécution

En application de l'article 19.3 du CCAG-Travaux, en cas de retard dans la remise des plans et autres documents visés à l'article 11.2 du CCAP, à fournir après exécution par le titulaire, conformément à l'article 40 du CCAG-Travaux, une pénalité d'un montant de 200 € par jour calendaire de retard et par document peut être appliquée sur les sommes dues au titulaire.

Article 8 - **Clauses de financement et de sûreté**

8.1. **Retenue de garantie**

Sans objet.

8.2. **Avance**

Il est fait application de l'article B.10.1 du CCAG-Travaux.

Une avance est accordée au titulaire du marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance sera égal à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché, si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois.

Si elle est supérieure à douze mois, le montant de l'avance sera égal à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le délai global de paiement de l'avance forfaitaire court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire a indiqué à l'acte d'engagement s'il renonçait au paiement de l'avance.

Le remboursement de l'avance effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché public atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises du marché. Son remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises du marché.

Article 9 - **Provenance – Qualité – Vis-à-vis et prise en charge des matériaux et produits**

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché public :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés en dépenses contrôlées,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître d'ouvrage.

Article 10 - **Préparation – Coordination et Exécution des travaux**

10.1. **Période de préparation – Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation.

Les tâches à réaliser par le titulaire pendant la période de préparation sont définies dans le CCTP.

Sa durée est de 2 semaines à compter de la date fixée sur l'ordre de service de démarrage de la période de préparation. Cette période est incluse dans le délai global d'exécution du marché tel que défini à l'article 6.1 du présent CCAP.

10.2. **Organisation – Hygiène et sécurité des chantiers**

Les travaux se déroulant dans un établissement de soins, à proximité de services en fonctionnement, le titulaire est tenu de respecter les contraintes et réglementation en découlant.

10.2.1 Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité

Dans le cadre d'un plan de prévention, le chantier est soumis aux dispositions des articles R 4511-1 et suivants du Code du Travail.

10.2.2 Nettoyage de chantier

Le titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux. Le titulaire a la charge de l'évacuation de ses propres déchets jusqu'aux lieux de stockage fixés par le maître d'œuvre.

Les lieux mis à la disposition par le maître de l'ouvrage pour les installations de chantier doivent être remis en état avant l'expiration du délai global d'exécution de l'ensemble de l'opération.

Par ailleurs, la remise en état éventuelle des ouvrages endommagés ou dégradés est à la charge du titulaire responsable.

Outre l'application des pénalités visées ci-avant, sur simple constatation du défaut de nettoyage et sans mise en demeure, le maître d'œuvre peut faire procéder aux opérations de nettoyage par tout titulaire de son choix, les frais en résultant étant supportés par le titulaire.

10.2.3 Gestion des déchets

La gestion des déchets de chantier est réalisée en application des dispositions de l'article 36 du CCAG-Travaux.

10.3. Réunions

10.3.1 Réunions de chantier

Elles ont lieu au moins une fois tous les 15 jours, au jour et heure fixés, dans le bureau aménagé à cet effet sur le chantier.

Le titulaire est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié ayant tout pouvoir de décision pendant la ou les périodes de ses interventions sur le chantier ainsi que chaque fois qu'il a été spécialement convoqué.

Toute absence non autorisée est sanctionnée par l'application de la pénalité fixée ci-avant.

A chaque réunion, il est établi par le maître d'œuvre un procès-verbal. Ce document a toute valeur en cas de contestation et de litige sur les engagements pris et les remarques formulées par chacun.

10.3.2 Visite de chantier

Elles ont lieu à l'initiative du maître d'œuvre au jour et heure fixés et précèdent généralement les réunions de chantier.

Le titulaire convoqué est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié ayant tout pouvoir de décision.

Toute absence non autorisée est sanctionnée par l'application de la pénalité fixée ci-avant.

Article 11 - Réception des travaux

11.1. Réception

Conformément à l'article 41.6 du CCAG-travaux, lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons dans un délai prescrit lors de la réception des travaux.

11.2. Documents fournis après exécution

Par dérogation aux dispositions de l'article 40 du CCAG-Travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre, lorsqu'il demande la réception des travaux, les documents suivants :

Le Dossier d'Ouvrages Exécutés avec (DOE) :

- Les plans généraux d'implantations des matériels sur le site, des sondes de régulation, de contrôle, ainsi que leurs repérages.
- Les schémas fluides détaillés de l'installation avec la nomenclature complète des matériels et accessoires.
- L'ensemble des schémas électriques force et automatisme, y compris les schémas de l'automate en langage « câblé », avec ses listes d'entrées, de sorties, de tempos ...

Les documents nécessaires à la constitution des dossiers réglementaires :

- Certificats d'épreuves aux mines.
- P.V. essais.
- Certificats matières pour matériaux isolants, mastics coupe-feu, tubes IRL et ITCA., etc...
- P.V. étalonnage des sondes de régulation avec la fiche technique de contrôle de l'étalon.
- Certificats de conformité des différents éléments constituant les circuits frigorifiques.
- P.V. de mise en service des groupes par les constructeurs.
- La liste des sécurités et régulations avec leurs points de réglages et consignes après mise en service.

Le Dossier D'Intervention Ulérieure sur L'Ouvrage (D.I.U.O.) :

- Les notices techniques et d'entretien de tous les organes constituant l'installation.
- La liste et la fréquence des opérations de surveillance à effectuer régulièrement sur l'installation
- La liste et la fréquence des opérations de maintenance à effectuer régulièrement sur l'installation

Les exemplaires seront remis :

- Maître d'ouvrage (1 exemplaire papier + 1 CD).
- Maîtrise d'œuvre (1 exemplaire papier + 1 CD).

11.3. Garanties contractuelles

Il est fait application de l'article 44 du CCAG-Travaux.

Article 12 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages de toute nature causés aux biens et personnels du maître d'ouvrage, ainsi qu'aux tiers et à leurs biens :

- par son personnel salarié,
- par ses matériels,
- du fait de l'exécution du marché public avant et après admission des prestations.

Les attestations détaillées correspondantes doivent être remises au maître d'œuvre, dans la forme fixée par la Norme P. 03.001 avec indication des franchises contractuelles.

Le maître d'ouvrage peut, à tout moment, demander au titulaire de justifier le paiement des primes afférentes aux assurances.

12.1. Assurances souscrites par le titulaire – Responsabilité**12.1.1 Dispositions générales**

D'une façon générale, les titulaires assument les risques et les responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

Le titulaire déclare être couvert en matière de dommages pouvant être causés aux tiers et au maître d'ouvrage par une assurance de responsabilités aussi bien pendant des travaux qu'après la réception des ouvrages et/ou équipements.

Les primes d'assurance relatives aux garanties personnelles souscrites par le titulaire en matière de **responsabilité civile générale et responsabilité décennale** sont incluses dans l'offre du titulaire et restent à la charge de ce dernier.

12.1.2 Responsabilité civile générale

Chaque intervenant à l'opération est tenu de souscrire avant la signature du marché public le concernant, et auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable, une police d'assurance de responsabilité civile générale et professionnelle couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage, à propos de tous dommages corporels, matériels et immatériels pouvant survenir tant pendant la période de construction qu'après l'achèvement des travaux.

Les garanties devront être étendues aux risques de pollution accidentelle ou non, et de toute atteinte à l'environnement.

Dans l'hypothèse d'une dévolution des travaux à un ou plusieurs groupements, chaque mandataire de groupement devra justifier d'une couverture supplémentaire quant à sa qualité de mandataire commun.

Tous les intervenants, y compris les sous-traitants, devront produire sur simple demande du Maître d'ouvrage, à tout moment, ainsi qu'une fois par an, en début d'année civile, pendant la durée du chantier, **et en tout état de cause quinze jours avant tout commencement d'exécution des prestations du marché, une attestation d'assurance** correspondant aux critères définis ci-dessus, comportant les informations précises suivantes :

- identité de la compagnie d'assurance,
- numéros de police et date d'effet, période de validité,
- montants des garanties accordées par nature,
- activités assurées en référence aux prestations relevant du marché dont il est titulaire avec extension le cas échéant, à la qualité de mandataire commun.

Les montants de garantie devront être suffisants et cohérents avec le coût de la construction, les caractéristiques du chantier et les risques encourus.

En cas de couverture insuffisante, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part du titulaire la souscription d'une assurance complémentaire ou de souscrire cette assurance pour son compte. Dans cette dernière hypothèse la cotisation correspondante sera réglée par le Maître d'ouvrage et déduite du montant du marché.

12.1.3 Responsabilité civile décennale

Chaque intervenant à l'opération est tenu de souscrire, pour l'objet de son intervention, auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, une police d'assurance de responsabilité civile décennale.

Tous les intervenants, y compris les sous-traitants, devront produire sur simple demande du Maître de l'Ouvrage, à la date d'ouverture de chantier, **et en tout état de cause quinze jours avant tout commencement d'exécution des prestations du marché, une attestation d'assurance** correspondant aux critères définis ci-dessus, comportant les informations précises suivantes :

- identité de la compagnie d'assurance,
- numéros de police et date d'effet, période de validité,
- attestation nominative du chantier (nom du maître de l'ouvrage, dénomination et adresse du chantier),
- montant du chantier,
- activités assurées en référence aux prestations relevant du marché dont il est titulaire,
- montants des garanties accordées par nature, selon conditions suivantes :

12.1.4 Garanties complémentaires

Avant réception :

- Effondrement et/ou menace d'effondrement en cours de travaux ;
- frais cumulés de démolition, déblaiement, dépose ou démontage.

Après réception :

- bon fonctionnement des éléments d'équipement (cf. art.1792-3 du Code Civil),
- dommages immatériels consécutifs résultat d'un dommage survenu après réception,
- dommages aux existants durant le délai décennal, le cas échéant.

Le titulaire remettra également au Maître de l’Ouvrage les attestations de ses sous-traitants, confirmant le maintien des garanties dans le temps, jusqu’à l’expiration des délais de prescription fixés à l’article 2270 du Code Civil – Gestion des garanties selon le régime de la capitalisation.

Article 13 - Nantissement et cession de créance

Le titulaire souhaitant céder ou nantir les créances résultant du marché public en fait la demande par écrit au CHU de Rennes. Il reçoit alors de la part de ce dernier :

- soit une copie de l’original du marché public revêtue d’une mention dûment signée par le représentant du pouvoir adjudicateur, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché,
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par l’arrêté du 28 juillet 2020 relatif au certificat de cessibilité des créances dans le cadre des marchés publics.

Article 14 - Litiges – Recours

Tout litige susceptible de s’élever entre le CHU de Rennes, l’établissement partie et le Titulaire du marché public à propos de l’interprétation et de l’exécution du présent marché public fera l’objet d’une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues aux articles R2197-1 à R2197 du Code de la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l’amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rennes, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l’interprétation et à l’exécution du présent marché public.

Article 15 - Dérogations aux documents généraux

Article du CCAP	Dérogation à l'article du CCAG-travaux
3	4.1
5.5.1	12.1.1
5.5.2	12.3.2
5.5.3	12.4.4
6.1	18.1 ;28.1
7	19.2.1 ; 19.2.2 ; 19.2.4
7.1	19.2.3
7.2	19.2.3
7.3	19.2
7.4	19.2
11.2	40